

Contributions d'IBIS pour la révolution des données (Deuxième conférence de reconstitution des ressources du Partenariat mondial pour l'éducation, 25-26 juin 2014)

IBIS contribuera à la collecte des données **sur les facteurs qui favorisent ou entravent la qualité et le financement de l'éducation ou documentent les pratiques innovantes** et soutiennent donc la société civile en fournissant des données factuelles pour la promotion de la qualité, du financement & de la responsabilité.

La recherche sur **la qualité est axée sur l'identification des facteurs permettant l'amélioration des résultats de l'apprentissage et des systèmes de mesure de la performance.**

Une étude sur les politiques et pratiques bilingues dans 5 pays (non-PME) sera menée en 2014. Une étude similaire est prévue pour l'Afrique en 2015, comprenant des pays membres du Partenariat mondial (leur sélection reste à faire). Les constats de ces études contribueront à mettre en place une « éducation de qualité » et à émettre des recommandations aux décideurs politiques afin d'améliorer les politiques et plans nationaux sur l'éducation bilingue et la formation des enseignants.

La recherche sur **le financement de l'éducation comprend des enquêtes sur les textes et la législation régissant l'éducation, et leur rôle dans la promotion d'une éducation de qualité.**

Six études sur le financement de l'éducation (avec l'ANCEFA) seront menées dans les pays membres du PME suivants : le Mozambique, la Tanzanie, l'Éthiopie, la Zambie, la Sierra Leone, le Burkina Faso. IBIS soutiendra également la finalisation d'une

étude sur l'indice de financement de l'éducation (avec CLADE, entre autres) couvrant 20 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, dont deux pays du Partenariat mondial : Haïti et le Honduras. Cet indice facilitera la surveillance des avancées et reculs des États en matière de financement de l'éducation.

Enfin, IBIS soutiendra la **production d'un rapport parallèle sur l'EPT et la production de rapports de suivi de l'aide** afin de surveiller la concrétisation des contributions des bailleurs au PME et d'autres mécanismes d'investissement, dont le soutien à l'éducation par des programmes bilatéraux (avec la CME).

Mots : 250